Postes aux concours de recrutement 2nd degré : l'hécatombe!

Les chiffres sont, comme par hasard, tombés pendant les vacances de Noël : **baisse de près de 30%!** Explications foireuses du ministère : « grâce » à la réforme des retraites, les plus anciens retardent leur départ. Evidemment le ministère se garde bien d'expliquer que ce phénomène sera forcement de très courte durée et donc ne justifie pas une baisse des recrutements, que le nombre de postes aux concours (10 000) est inférieur aux besoins estimés par ses propres services (17 300) et qu'il ne tient évidemment pas compte du fait que dans chaque concours il y a des déperditions (admissions multiples, affectations dans le supérieur...). La stratégie du Ministère est triple : 1. Augmenter la « productivité » de ceux qui sont en place (remplacements courte durée, bivalence, recours important aux personnels précaires). 2. Régler ses comptes avec des catégories particulières (baisses de + de 50%): les COP (qu'ils n'ont pas réussi à décentraliser en 2003), les CPE (après la suppression des MI/SE, nouvelle attaque contre la vie scolaire), l'EPS (pour lutter contre l'obésité : on fera des colloques!).3. Adresser un message aux étudiants : aller voir ailleurs et ainsi organiser une crise majeure de recrutement dans quelques années.

Lecture : global et total mépris pour de Robien !

Dans les écoles, nous savons que la querelle des méthodes est dépassée : méthodes syllabique, globale ou mixte ont laissé place à des approches qui mettent en œuvre simultanément la maîtrise du code et la compréhension. Nous savons que l'apprentissage de la lecture ne se limite pas au CP ni à la seule « méthode ». Nous savons que le principal problème n'est sans doute pas le déchiffrage. Que persistent chez un trop grand nombre d'élèves de sérieuses difficultés. Qu'il est faux de dire : « c'était mieux avant ». Le ministre et son entourage savent tout cela ! Il « travaille » l'opinion ! Son but n'est pas une plus grande efficacité de l'école, encore moins l'intérêt des élèves. Son but, *« c'est de faciliter la mise en œuvre d'un programme politique de refondation de l'éducation, en réaction contre des valeurs d'égalité, de solidarité, d'éducabilité et de démocratisation du savoir »* (A. Ouzoulias). Nous sommes face à une exigence impérieuse : entretenir, approfondir notre dialogue avec les parents pour mettre les imposteurs en échec.

Attaques contre le baccalauréat : Le retour.

Il y a moins d'un an, face à la mobilisation des lycéens, Chirac avait rangé son projet de contrôle continu au bac. Les lycéens avaient à juste titre, expliqué qu'il pouvait facilement le ressortir à un moment plus opportun pour lui … ça ne va pas tarder. Etape n°1 « préparer l'opinion » : un audit! (vous savez dans le privé on l'utilise pour justifier les licenciements). Celui-ci vient des inspections générales des finances & de l'Education Nationale et nous annonce qu'en rationalisant l'organisation des examens, grâce au contrôle continu, on pourrait économiser 300 à 540 emplois. Parallèlement on organise un matraquage médiatique sur le déficit budgétaire...(Cf notre article à ce sujet)

Egalité des chances : « Maréchal, nous voilà ! »

Cela faisait un moment que les grandes tirades sur l'égalité des chances nous chauffaient les oreilles, nous laissant (nous qui n'avons pas renoncé au progrès social et culturel) insatisfaits et parfois mal à l'aise pour avoir usé de cette idée dans nos combats. Malaise renforcé quand ce sont Sarkozy et les siens qui en deviennent les champions. Mais là, avouons-le, ça a été le choc : Pétain monte en première ligne ! Laissons-lui la parole dans un discours d'octobre 40 : « … *Le régime nouveau sera une hiérarchie sociale. Il ne reposera plus sur l'idée fausse de l'égalité naturelle des hommes mais sur l'idée nécessaire de "l'égalité des chances " données à tous les Français de prouver leur aptitude à servir… Ainsi renaîtront les élites véritables… »*. Se découvrir un jour un tel parrain, c'est un déniaisement pénible… mais salutaire ! Laissons leur l'égalité des chances ! Et menons nos luttes, et d'abord la nécessaire et difficile lutte contre l'échec scolaire sous les bannières du « tous capables » et de l'égalité.

La casse des ZEP

De Robien appelle ça la « relance » des ZEP mais c'est bien d'une casse dont il s'agit : des centaines d'établissements seront rayés de la carte des ZEP et beaucoup d'autres verront leurs moyens supplémentaires diminuer. Rappelons que le coût de la politique des ZEP est bien modeste (seulement 1.2% du budget de l'Education Nationale) et qu'il est inférieur à la réduction fiscale accordée aux ménages les plus favorisés cette année. L'école déjà bien inégalitaire, ira donc vers un renforcement des ségrégations scolaires et sociales!

http://www.ecole-resister.net/ Un appel « contre la logique du renoncement »

Cet appel qui a pour objectif d'aider à construire un grand mouvement pour l'éducation pour contrer les casseurs du service public a recueilli en quelques jours plus de 6000 signatures. Initié notamment par Jean-Yves Rochex, Samuel Joshua et Philippe Meirieu, le texte conclue ainsi : « … il n'est plus temps de s'inquiéter, il est urgent de chercher, par tous les moyens, de RESISTER ». Ce qui est dit de l'apprentissage vaut d'être cité : « ce sera l'orientation encore plus précoce vers des classes où l'on parquera, en attendant, ceux qui sont les premières victimes du fonctionnement élitiste et socialement inégalitaire de notre système éducatif, ceux qu'il faudrait, non pas chercher à séduire par des promesses illusoires, mais au contraire à réconcilier avec l'étude, le travail et la culture scolaire. »

Le 2, le 7 février tous en grève et en manifestation!

Bien sûr une seule journée d'action ne suffira pas à faire plier le gouvernement, mais il nous faut redresser la tête et trouver les moyens d'un véritable tous ensemble qui nous a manqué en 2003.
Le 2 février pour les salaires et contre la politique de régression dans l'Education Nationale (**Manifestation à 14h30 à l'esplanade à Metz**)
Le 7 février, tous ensemble, Public, privé, salariés, jeunesse! Contre le Contrat Première Embauche !